



19 juillet 2023

# Hong Kong

## Faire barrage à la répression grandissante !

Depuis plus de deux ans, de nombreuses personnes ayant participé à la révolte de 2019-2020 sont emprisonné-es à Hong Kong dont les syndicalistes Lee Cheuk-yan, Carol Ng et Winnie Yu.

Un pas supplémentaire vient d'être franchi le 3 juillet 2023 avec le lancement de mandats d'arrêt contre huit opposant-es exilé-es à l'étranger (dont trois ex-députés et un dirigeant de l'ex-centrale syndicales HKCTU). Ils/elle sont accusé-es de collusion avec des forces étrangères mettant en danger la sécurité nationale et risquent des peines, allant jusqu'à la prison à vie.

Des récompenses de plus de 110 000 euros de récompense ont été promises aux personnes aidant à les faire arrêter.(1)

Un journal lié au pouvoir hongkongais affirme que la Chine, en tant que membre de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), serait en droit de demander la coopération internationale des pays membres pour aider à l'arrestation des fugitifs-ves.

Le chef de la police de Hong Kong explique pour sa part qu'il n'est pas en mesure de faire arrêter ces huit militant-es, mais que ces mandats d'arrêt lui permettraient de le faire si ces huit personnes remettaient le pied à Hong Kong. En attendant, la police harcèle leur famille comme c'est le cas pour celle de l'ex-député Nathan Law.

Christopher Mung Siu-tat, l'un des responsables de l'ex-centrale syndicale HKCTU refuse de se laisser intimider par de tels menaces. Aujourd'hui exilé en Grande-Bretagne, il a notamment déclaré le 3 juillet : « *Je ne cesserai pas de défendre les droits des travailleurs/euses de Hong Kong à l'étranger, notamment en travaillant avec des organisations internationales et des syndicats dans différents pays* ». Il était notamment présent au printemps dernier dans le carré de tête d'une manifestation syndicale parisienne contre la réforme des retraites du gouvernement français.

**L'Union syndicale Solidaires dénonce l'accentuation actuelle de la répression.**

**Nous exigeons notamment :**

- la libération de toutes les personnes emprisonnées pour leur implication dans la défense des droits démocratiques, politiques et sociaux,
- l'annulation de toutes les poursuites à l'encontre des militant-es y compris exilé-es et les pressions sur leurs proches.

1. <https://hongkongfp.com/2023/07/03/breaking-hong-kong-national-security-police-issue-hk1-million-bounty-each-for-8-self-exiled-activists/>